

Sommaire

page 1	Edito:	Farces et attrapes : non merci ! La «consultation démocratique» de M. Cassis
page 2-3	Analyse :	Equateur: un pays en ébullition
page 4	En bref:	PostFinance bloque Cuba! Notre projet en Bolivie: quelques nouvelles Marché de Noël solidaire 2019

Engagée pour la santé!

Qui sommes-nous ?

Histoire - La CSS naît en 1937 lorsque des médecins suisses s'engagent aux côtés des républicains espagnols en lutte contre les fascistes. Elle organise des missions médicales en Yougoslavie pendant la seconde guerre mondiale, puis se montre très active auprès des civils victimes de la guerre du Vietnam.

Objectifs - Réduire les injustices sociales, politiques et économiques qui empêchent l'accès équitable, pour les populations pauvres et dominées, aux conditions nécessaires à une vie en santé.

Valeurs - La CSSR considère que le manque d'équité en termes de ressources pour lutter contre la maladie n'est pas une fatalité. Il est possible et nécessaire de résister aux pratiques prédatrices et dominatrices de certains pouvoirs politiques et économiques qui causent l'injustice.

Moyens - La CSSR se montre solidaire d'organisations locales qui travaillent pour un meilleur accès aux soins; elle soutient des projets sanitaires sur le terrain et dénonce en Suisse les injustices dont sont victimes les populations dominées.

Edito

Farces et attrapes : non merci ! La «consultation démocratique» de M. Cassis

Pour ce dernier bulletin de l'année, nous avons prévu un éditorial optimiste qui parlerait des projets que la Centrale soutient entre autres grâce à votre générosité. Et nous voulions bien sûr profiter de vous solliciter, à l'approche des fêtes, pour que votre générosité ne faiblisse pas !

Mais les nouvelles orientations de I. Cassis pour la Coopération internationale (CI) et la consultation s'y rapportant qu'il a organisée parmi les ONG et associations impliquées dans l'aide au développement changent notre humeur. Double colère: la première, celle provoquée par les «orientations Cassis» (voir bulletin 172) ; la deuxième: celle provoquée par la «consultation Cassis» et ses suites calamiteuses.

Le 0,7% pourtant à portée de main

Dans ses orientations, M. Cassis parle de diminuer le financement de la CI à 0,4%. Quelle cohérence entre cette mesure et les annonces qui paraissent dans la presse: par exemple, que les comptes de la Confédération présenteront, cette année, un excédent de... 2,6 milliards de francs ?! Sans parler des profits de la BNS qui, selon toute probabilité, s'élèveront à environ... 52 milliards! Ces chiffres sont repoussants. Mais où est donc passé le 0,7% du PNB pour la CI, auquel la Suisse s'est engagée en soutenant l'Agenda 2030 des Nations-Unies et ses objectifs de développement durable?

Notre pays qui se dit neutre...

Même si le Nicaragua, le Venezuela et Cuba dérangent, et probablement que le temps revient où d'autres pays latino-américains pourraient à nouveau «déranger», ou justement parce qu'ils dérangent, la Suisse neutre se doit de les appuyer dans leurs efforts pour diminuer la pauvreté. Impossible d'exclure l'Amé-

rique latine de notre CI sans écorner notre neutralité, M. Cassis.

... et démocratique

Qui sait comment M. Cassis a eu l'idée de mettre ses orientations en consultation, mais toujours est-il qu'il l'a fait. Et 250 associations, ONG et groupes divers engagés pour le développement, lui ont répondu. Tous ont dénoncé plus ou moins les mêmes choses: diminution des fonds alloués à la CI, confusion entre CI et développement économique suisse, utilisation de la CI pour contenir la migration, exclusion de l'Amérique latine.

Réaction de la DDC au document issu de la consultation: la Confédération donnera plus d'argent pour le climat (tout à coup!), mais pas question de renoncer au désengagement en Amérique latine. Même si Alliance sud (Swissaid, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas, EPER) estime que «les conseillers fédéraux Cassis et Parmelin doivent revoir leur copie». Ou si Philippe Cullet, spécialiste en droit international et de l'environnement, juge les orientations Cassis pour la CI comme étant «une vision dépassée du développement». Ou encore si le Rapporteur spécial sur le droit au développement de l'ONU exprime ses craintes au sujet de la nouvelle orientation de la CI suisse.

Quant à nous, ce que nous dénonçons, c'est que nous sommes dirigés par une clique dont les intérêts économiques priment sur tout: sur la justice, sur la neutralité et sur la démocratie. La consultation de M. Cassis n'était qu'un simulacre d'action démocratique, mais nous n'allons pas accepter silencieusement sa manœuvre.

Bonne fin d'année quand même !

Viviane Luisier, présidente

Equateur: un pays en ébullition

L'Équateur a connu en octobre une explosion sociale déclenchée par l'augmentation brutale du prix des carburants. Une partie de la population s'estime trahie par le virage néolibéral du président Lenín Moreno, pourtant élu sur la promesse de poursuivre la «révolution citoyenne» de l'ancien président Rafael Correa.

Par Claude Desimoni et Aude Martenot

Au mois de mars dernier, l'Équateur a conclu avec le Fonds Monétaire International (FMI) un accord imposant une série de conditions et de réformes en échange du versement d'un total de 10,2 milliards de dollars au cours des prochaines années.

Conformément à ses engagements avec le FMI, le gouvernement équatorien adopte, le 2 octobre 2019, un décret qui libéralise le prix des carburants. Moins d'un an avant de décréter cette augmentation, M. Moreno avait promis qu'il s'y refuserait toujours, puisque cela toucherait les plus pauvres. Cette mesure déclenche



Manifestation du 10 octobre 2019 contre la réforme économique décrétée par le Président Lenín Moreno. © venepress.com

La CSSR a posé quelques questions à Pablo Fajardo, avocat de l'UDAPT :

Parmi les manifestant·e·s contre la hausse du prix du carburant, y avait-il des membres de l'UDAPT ?

Oui, la majorité des membres de l'UDAPT était présente lors de la grève. Je dois préciser que la grève nationale ne visait pas uniquement le prix des carburants. Elle visait à dénoncer le modèle économique imposé par le FMI et accepté par le gouvernement.

Les manifestant·e·s ont réclamé d'abolir la hausse du prix du carburant, pourquoi ?

C'était un premier pas nécessaire. En Amazonie, dans les provinces où nous travaillons en tant qu'UDAPT, il existe des centaines de communautés mais aucun transport en commun, pas de train, pas de piste cyclable, pas de route, le seul moyen de se déplacer passe par la rivière avec des hors-bords. De nombreuses personnes ne peuvent se rendre en ville qu'une ou deux fois par an car elles n'ont pas les moyens d'acheter du carburant. Si son prix augmentait, cela signifierait qu'un grand nombre de ces personnes ne se rendraient plus dans les villes... C'est pourquoi nous considérons que la subvention au carburant doit être maintenue jusqu'à ce que l'État garantisse d'autres formes d'énergie ou des transports accessibles pour toutes les personnes.

Pour l'instant, les manifestant·e·s ont obtenu le retrait du décret sur la hausse des prix. Est-ce suffisant selon toi ?

Ce n'est pas assez. Le FMI insistera et mettra davantage de pression sur le gouvernement. C'est pourquoi la population reste attentive : nous pensons que le gouvernement cherchera à démanteler le mouvement social, principalement celui des peuples autochtones, et insistera ensuite sur son plan économique antisocial.

La répression gouvernementale a été brutale contre les manifestant·e·s. Quelle est la nécessité pour le gouvernement de faire taire ces voix ?

Je crois que le niveau de répression a été le plus grave des cinq dernières décennies. Pour moi, le gouvernement essayait d'empêcher les manifestations, de provoquer la terreur pour neutraliser la population. Mais la réponse de la population s'est intensifiée.

d'importantes manifestations. Le jour suivant, le président décrète l'état d'urgence, qui suspend diverses garanties constitutionnelles et autorise les forces armées à réprimer les mobilisations.

Devant l'ampleur du soulèvement, il se voit contraint à annoncer l'abrogation du décret ayant mis le feu aux poudres. Selon les chiffres officiels, l'épisode se solde par 8 morts, 1340 blessés et près de 1200 arrestations. Début novembre, après un certain retour au calme, l'état d'urgence a été levé.

Bien que l'ancien président et ses partisan·e·s accusent M. Moreno de «traîtrise» (dont il paierait aujourd'hui le prix), le bilan écologique et social des divers mandats de M. Correa n'est pas sans zones d'ombres.

Le «progrès» extractiviste détruit le «bien vivre» indigène

L'élection en 2007 de Rafael Correa à la présidence de l'Équateur avait suscité d'immenses espoirs. Il avait placé au cœur de son programme la sortie progressive de la dépendance au pétrole et de l'extractivisme en

général et promettait de trouver des voies de développement alternatives. Il a concrétisé cette volonté dès 2008 en faisant inscrire dans la Constitution la notion de «buen vivir» qui englobe une reconnaissance des droits de la nature et de la souveraineté des peuples autochtones sur leurs territoires.

À la fin de son mandat, en 2017, les chiffres en matière notamment de réduction de la pauvreté, de scolarisation ou d'accès à la santé sont très flatteurs pour son gouvernement. Le réseau routier a par ailleurs été modernisé de façon spectaculaire.

En revanche, si le pays a su se doter des moyens d'exercer sa souveraineté sur ses ressources naturelles, la dépendance à l'exportation de matières premières n'a nullement été résolue. La «révolution citoyenne» de Correa s'est heurtée aux écueils de toujours: l'idée de «progrès» qui pilotait les projets miniers du gouvernement s'est trouvée en opposition avec le «buen vivir», censé légitimer la sortie de l'extractivisme.

Climat, santé et carburant: même combat ?

Depuis 2016, la CSSR soutient un projet en Amazonie équatorienne, en partenariat avec la Clínica Ambiental et l'UDAPT (Union des communautés affectées par les opérations pétrolières de Texaco-Chevron). Ce projet vise à mettre en place un processus de réparation dans le domaine de la santé, à travers l'organisation et la formation des personnes affectées par la pollution environnementale due à l'activité pétrolière.

Si, pour des raisons évidentes, notre partenaire principal est la Clínica Ambiental, l'UDAPT représente aussi un collectif proche de la CSSR. Elle s'applique à faire reconnaître juridiquement les torts sanitaires et environnementaux causés par la multinationale Texaco-Chevron. Cette dernière, loin d'accepter les sanctions imposées par plusieurs décisions de justice, se sert de tribunaux d'arbitrage privés pour esquiver sa peine pécuniaire.



*A Quito, les peuples indigènes exigent que le FMI quitte le pays (10 octobre 2019).
© Agustin Marcarian/Reuters*

Ce combat, mené par des indigènes, n'est pas sans lien avec les mouvements de lutte contre la hausse des prix du carburant. Il pourrait pourtant paraître paradoxal que, d'un côté, l'on réclame réparation pour des torts écologiques causés par l'extraction du carburant (pétrole), alors que, de l'autre, l'on se bat pour pouvoir utiliser ce carburant.

Et pourtant, on est loin du paradoxe. La population équatorienne la plus pauvre, parmi laquelle les indigènes se trouvent surreprésentés, est dou-

blement victime : tant dans son propre corps, comme l'atteste la montée des cancers en Amazonie polluée, que face à la hausse du prix du carburant qui l'empêcherait, par exemple, d'aller se faire soigner en ville puisque les transports publics sont inexistants. La justice climatique doit s'accompagner d'une justice sociale !

La CSSR a également posé quelques questions à Adolfo Maldonado, responsable de la Clínica Ambiental :

Le projet est arrivé à la fin de sa seconde année. Quel est le résultat le plus satisfaisant ?

Les résultats sont nombreux. Treize thérapeutes donnent des soins de grande qualité pour les personnes malades. Les personnes atteintes de cancer recouvrent le désir de vivre alors que tout le monde, même leurs proches, se retirait. En outre, le ministère a décidé d'attribuer un oncologue à l'un des hôpitaux, cela grâce à la mise en évidence du nombre de cancers à l'aide du registre biprovincial des tumeurs que nous avons lancé.

Et le revers le plus important que vous avez subi ?

Le refus du principal hôpital public spécialisé dans le traitement du cancer de nous soutenir afin d'organiser l'année prochaine des campagnes de prévention, tant pour la formation que pour le renforcement de notre registre des tumeurs. La raison en est simple : le directeur de l'hôpital est aussi l'un des avocats du cabinet qui a défendu l'entreprise Texaco-Chevron en Équateur.

Notre projet a-t-il été affecté par les troubles récents dans le pays ? Si oui, de quelle manière ?

Pour le projet, il y a eu quelques retards dans certaines activités comme la télémédecine. Pour les patient-e-s, l'impact a été important car les soins et la chimiothérapie ont été paralysés et, dans certains cas, nous avons dû repousser des rendez-vous. Mais si nous parlons de la dignité de tout un peuple, les gens sont sortis plus dignes d'un processus de lutte qui prouve que tout est possible quand le peuple s'unit et s'organise.

PostFinance bloque Cuba

PostFinance S.A., propriété à 100% du groupe Poste Suisse et donc appartenant à la Confédération, a décidé d'arrêter toutes les transactions avec Cuba dès le 1^{er} septembre 2019. Selon leur porte-parole, Johannes Moeri : «La décision de l'entreprise répond à l'effet extraterritorial de la législation nord-américaine [cf. Loi Helms-Burton]. En tant que banque suisse, PostFinance n'est pas directement soumise au droit américain, mais elle participe à des opérations de paiement globales et dépend donc d'un réseau de banques correspondantes et de l'accès aux opérations de paiement en dollars». Traduction : le géant jaune des paiements en Suisse ne veut pas fâcher le géant vert de la finance.

Mais au-delà des questions purement politiques et financières, cette décision a des répercussions humaines; non seulement pour Cuba, ses institutions, entreprises et partenaires, mais également pour des centaines de ressortissant-e-s suisses qui habitent l'île ou qui y font des affaires. En effet, PostFinance était quasiment la seule banque qui leur permettait de réaliser des transferts d'argent vers Cuba.

Cette manière de contraindre une institution pour qu'elle applique une politique décidée à l'étranger est inacceptable dans la démocratie helvétique ! Diverses associations de solidarité ont lancé une pétition dans ce sens. Vous trouverez toutes les informations sur la plateforme Campax, dans la campagne «Unblock Cuba».

Luisa Sanchez Gonzalez

Notre projet en Bolivie: quelques nouvelles

Les derniers événements en Bolivie ont créé beaucoup de confusion et de chaos depuis l'élection présidentielle du 20 octobre 2019 et la confirmation par l'OEA d'irrégularités dans le processus électoral¹. Pendant plus de 3 semaines, l'équipe de l'Instituto para el Desarrollo Humano, notre partenaire, a dû travailler en dehors de l'institution, par souci de sécurité des employé-e-s, à cause des blocages de rues et de la suspension des transports publics.

Grâce à la formation d'un groupe WhatsApp interne, chacun-e donnait des nouvelles de soi et de son quartier, la situation des points de blocage, les forces en présence, etc. Cette situation a renforcé les liens entre les membres

de l'équipe, la solidarité et le souci pour les autres.

Le projet a néanmoins dû reporter certaines activités prévues à l'extérieur, comme des cours, des réunions avec les autorités de santé, etc. A noter que nous avons pu assumer les consultations des usager-ère-s qui ont réussi à venir jusqu'à notre Centre de santé. Nous espérons que la situation dans le pays ne mettra pas en péril les avancées du projet qui ont été notées depuis le début de l'année.

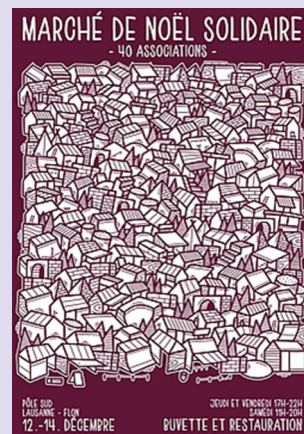
Anne Saudan et Edgar Valdez

¹ Plusieurs organismes et journalistes affirment que les irrégularités étaient mineures et n'auraient pas changé de façon significative le résultat du premier tour [ndlr].

Marché de Noël solidaire 2019

La 13^{ème} édition du Marché de Noël solidaire aura lieu du jeudi 12 décembre au samedi 14 décembre 2019, à Lausanne-Flon, au Centre socio-culturel de Pôle Sud. L'évènement, co-organisé par la Fédération vaudoise de coopération (FEDEVACO) et Pôle Sud, est devenu le point de rencontre de celles et ceux qui souhaitent combiner cadeaux éthiques, responsables et écologiques avec leurs valeurs!

La CSSR y sera présente avec son stand afin de proposer des cadeaux faits maison à offrir à vos proches durant des fêtes. On se réjouit de vous y voir nombreuses et nombreux !



Contacts

Centrale Sanitaire Suisse Romande, 15 rue des Savoises, CH – 1205 Genève Tél : +41 22 329 59 37 – info@css-romande.ch - www.css-romande.ch **Versements** CCP 17-66791-8

Bulletin

Edition: Centrale Sanitaire Suisse Romande **Comité de rédaction:** Claude Desimoni, Viviane Luisier, Aude Martenot, Alicia Pary, Jean-Marc Richard, Luisa Sanchez Gonzalez

Tirage: 1500 exemplaires **Parution:** 4 numéros par an **Abonnement de soutien :** 20 CHF par an